

Réflexions politiques

La politique du courage et le courage en politique

Théodoros Pangalos*

La notion de courage dans la vie en général et en politique en particulier peut s'interpréter de bien des manières, tout dépendant des circonstances; elle peut aussi bien être mal interprétée en fonction de l'objectif visé. Le courage signifie tantôt hardiesse ou intrépidité, tantôt confiance en soi, ou encore désinvolture excessive. Un homme politique se fait dire parfois «un peu de courage et tu vas y arriver», parfois «tu y vas un peu fort, on va te rabattre le caquet».

Les réponses qui résultent de l'examen de la relation qu'il y a entre l'homme politique et le courage dans une société démocratique sont en fait troublantes, susceptibles même de signaler de fâcheuses évolutions de notre système socio-politique. Les réponses viennent tout naturellement à la suite d'une série de constatations.

Un homme politique dépourvu de courage sait bien qu'il va toujours tirer son épingle du jeu, s'il s'emploie tacitement à servir les objectifs ou de son insipide et mesquine ambition personnelle, ou bien de décisions prises en haut-lieu, ou simplement en se mettant au service de sa clientèle.

L'homme politique qui se distingue par le courage de ses opinions et de ses actes court de gros risques, mais ne court certes pas à sa perte. Il peut arriver qu'il perde son fauteuil ministériel ou son siège de député, mais jamais son poids et sa stature politiques. Bien souvent cependant la balance de l'attitude politique incline davantage en faveur de la logique du courage.

Il y a aussi des occasions où d'autres facteurs, étrangers à la notion de courage, mènent à des actes qui de propos délibéré ou non sont interprétés comme des manifestations d'audace. Les raisons en sont multiples. Ils peuvent être motivés par un désir insatiable de publicité, un manque de sang-froid, un accès de présomption, une mauvaise information, ou par la nécessité de faire des manœuvres de diversion. Les politiciens de ce calibre provoquent une aversion plus grande que les politiciens "timorés".

Par ailleurs nous avons aussi des hommes politiques dont le courage ne dure qu'un temps délimité ou qu'en fonction d'objectifs bien définis. Un exemple caractéristique d'un tel courage pourrait être la défection de députés, un phénomène bien connu dans l'histoire contemporaine de la Grèce.

A l'examen des cas typiques ci-haut mentionnés, il appert qu'il y a une nette différence entre la politique du courage et le courage en politique.

Le courage politique n'est pas dicté par les circonstances; il ne s'enseigne pas,

*Ministre des Affaires étrangères de la République hellénique

ne s'imite pas, et surtout il ne connaît pas de convenances hiérarchiques. Le courage politique ne consiste pas dans le fait d'exprimer son opinion quand les circonstances sont favorables et de la faire - ou pire encore de la révoquer ou de se rétracter - dès que les circonstances favorables viennent à manquer. Quelqu'un a du courage politique, quand il ne cesse de soutenir son opinion, qu'il ne cesse de l'étayer de nouveaux arguments jusqu'à ce qu'elle finisse par obtenir gain de cause et se trouver justifiée. Aucun coût politique ou personnel ne peut museler la pensée d'un tel homme.

Chaque société, y compris la société grecque, abonde en exemples spécifiques de personnes qui exercent quelquefois une politique du courage moyennant de beaux discours et d'actes même susceptibles de faire illusion, et d'autres douées de courage politique qui n'hésitent jamais à en donner une preuve tangible en posant des actes sans considérer le prix à payer par la suite.

Serait-ce désormais un luxe pour le peuple d'exiger une caution des promesses qu'on lui fait? La moindre des cautions consiste en des personnes dignes de foi, aux aptitudes reconnues par le peuple lui-même, douées d'une stabilité de positions et d'opinions, d'une stature et d'un poids politiques correspondants, capables d'affronter toute espèce d'intérêts, toute espèce d'autorités ou de mandats politiques. Caution veut dire des personnes qui ont le courage de leur opinion et de leurs actes tout au long de leur carrière dans l'arène politique, qui ne craignent ni obstacles ni heurts et ne sacrifient pour rien au monde de courageuses décisions politiques sur l'autel de quelque volonté minoritaire que ce soit.

Par contre, la politique du courage est synonyme du manque de crédibilité, de la duperie, de la bravade, et malheureusement de la trahison.

Pour ma part, motivé par l'envie de juger le degré de stabilité des opinions que j'avais autrefois exprimées, de vérifier mes prévisions, mais aussi de remuer mes souvenirs, j'ai édité en 1993 le livre *Intervention dans l'actualité*, comprenant mes interviews publiées dans la presse de 1989 à 1993, de même que les interviews de personnes connues et inconnues. Une entreprise peut-être audacieuse puisque beaucoup de points de vue n'avaient pas encore trouvé leur justification.

Peut-être que certains en jugeant le contenu s'empresseront d'arguer "oui, bien sûr, il avait du courage politique, sur bien des points il a eu raison, mais n'oublions pas qu'il s'agit d'un individu dénué de sang froid et qu'il se trouvait alors dans l'opposition". Cette assertion recèle pourtant des constatations beaucoup plus désagréables que celles que j'ai mentionnées, mais en plus contradictoires.

D'abord elle implique de convenir que le courage politique est uniquement le fait de l'opposition, qui n'a rien à perdre. Mais la lucidité et la constance sont cordialement désapprouvées, qu'on soit dans l'opposition, ou que l'on appartienne au parti au pouvoir, surtout quand le résultat dérange ou se trouve justifié

par l'évolution des événements. Deuxièmement, elle insinue que la supériorité de l'audace face au coût politique est le résultat d'explosions du moment, alors que la souplesse et le défaitisme résultent d'une pensée et d'une prudence profondes.

Enfin, autant il est difficile de clamer la vérité le moment venu, autant il est difficile d'imaginer notre société sans relations de clientèle, sans pistonnage, mais avec une reconnaissance des mérites à tous les échelons, une transparence de procédures, une application des lois sans exception, une répartition égale des fardeaux, une réelle modernisation ou bien sans soumission aux intérêts reconnus ou non qui viennent de l'étranger ou de la Grèce.

L'homme politique a le choix entre deux positions, qui vont marquer son cheminement tout entier: soit d'exercer de temps en temps la politique du courage, soit de manifester à chaque instant son courage politique. Le premier choix comporte incontestablement pour le moins le sacrifice de sa liberté d'opinion. Le second parcourt une longue et dure période d'examens devant le seul censeur qui soit: le peuple. C'est le seul qui puisse admettre ou refuser quelqu'un. Il possède jugement et voix. Il lui arrive de se montrer indulgent pour les indolents et les ignorants, mais en tout cas il n'accepte pas ceux qui tentent de passer les examens en trichant. En plus d'être juge, le peuple est aussi justicier.

Traduction Jacques Bouchard

DOCUMENT

Greek Foreign Policy in the Balkans*

Relations with Albania

With Albania, Greece pursues the development of relations of good neighborliness and cooperation in all fields, based on the respect of sovereignty, territorial integrity, and national independence, as well as the full respect of human rights, including those relating to national minorities, in accordance with the U.N. and OSCE principles.

The two countries reaffirmed their close ties and desire for even greater cooperation during the visit of the President of Greece to Albania (March 21-22, 1996). During that visit the Ministers of Foreign Affairs of Albania and Greece signed a Treaty of Friendship, Cooperation, Good Neighborliness and Security, reiterating their respect for human rights and established borders, and affirming their desire for even closer cooperation in the economic, cultural, political and military fields.

Greece has supported Albania's efforts for reconstruction and development and has backed its association with international organizations. Especially during the first years of political transition in Albania, Greece stood by Albania, granting considerable humanitarian and economic aid. Through close cooperation with the Albanian government, it has also financed many infrastructure projects of social importance, namely in the fields of road transport, electrification, water supply, education and construction of schools, as well as in the field of health. During 1994 and 1995 alone, bilateral economic aid surpassed 11 million USD, while financial support coming from private sources was also significant. Greek investment in Albania exceeds 120 million USD. More than 150 joint ventures have been established. Greece strongly believes that the furthering of economic ties will be to the benefit of both countries and their peoples.

Furthermore, during recent years Greece has treated, free of charge, a large number of Albanian patients in Greek hospitals (more than 40,000 during the years 1990-1995 at Ioannina Hospital alone).

At the same time, approximately 300,000 Albanian workers have moved to Greece in the past few years. Even though most of these workers immigrated illegally, their remittances, amounting to more than 400 million USD per year, contribute considerably to the Albanian economy.

In the field of military cooperation, Greece contributes to the training of medical doctors in Greek military hospitals. It has also contributed to the modernization, through the contribution of 1.2 million USD, of part of the Tirana military hospital.

A sizable indigenous Greek minority lives in Albania. This minority, which had been persecuted during the communist regime era, greatly contributes to the development of the country and constitutes a bridge of friendship between the two countries, thus enabling their further rapprochement.

In order to allow the full participation of the Greek minority in all aspects of Albanian life and society, all its rights should be fully respected. This is necessary in order to allow it to prosper in a climate of justice and security, without any kind of harassment or discrimination. To this end, particular effort should be made to give the Greek minority proper representation in public administration, as well as the full enjoyment of its religious and educational rights.

* Hellenic Ministry of Foreign Affairs